

Zeitschrift: Heimatschutz = Patrimoine

Herausgeber: Schweizer Heimatschutz

Band: 88 (1993)

Heft: 3

Artikel: Bewegung auf mehreren Ebenen : zur Aus- und Weiterbildung in der Denkmalpflege

Autor: Mörsch, Georg / Badilatti, Marco

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-175592>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ferme le bec de ceux qui, de par leur position, penchent pour la conservation et la restauration. La même chose se produit avec les commissions désignées par l'Exécutif et dont les rapports ne sortent de l'ombre, le plus souvent, que s'ils plaisent à cet Exécutif. Bien significatif est à cet égard le fait que les partis bourgeois, qui soi-disant veulent «moins d'Etat», oublient leur devise chaque fois que de gros investissements sont en jeu dans la construction.

En bonne intelligence

Dans nombre de ces cas, les organisations privées peuvent faire usage de droit de recours prévu dans la loi fédérale sur la protection de la nature et du patrimoine (LPNP) et soutenir ainsi – en quelque sorte de l'extérieur – les organes administratifs de conservation des monuments. Ce droit de recours est comparable au droit d'opposition qui appartient au propriétaire quand on construit tout près de chez lui. Le législateur a reconnu, lors de l'élaboration de la LPNP, que les organismes d'importance nationale «qui, aux termes de leurs statuts, se vouent à la protection de la nature et du paysage ou à des tâches semblables par pur idéal», peuvent être concernées par des projets de construction dans la même mesure que le propriétaire foncier susdit; et la plupart des Cantons ont pour ce qui concerne les sections des organisations nationales une réglementation analogue de droit cantonal.

En simplifiant, on peut dire que la Conservation des monuments est un organe spécialisé, de forte capacité, mais limité dans son action, alors que la Protection du patrimoine, agissant plutôt sur le terrain politique et toujours surchargée, est toutefois indépendante des autorités. Les deux situations offrent des possibilités, et en fait se complètent au mieux jusqu'à présent, en raison aussi – ce qui est important – de la bonne entente des partenaires.

La formation dans la conservation des monuments historiques

Mouvement à plusieurs niveaux

Résumé d'une interview avec le Professeur Georg Mörsch, de l'EPF de Zurich, réalisée par Marco Badilatti, Zumikon

C'est une lapalissade de dire que quiconque ne domine pas son sujet, ne peut pas réaliser du bon travail. Cette affirmation s'adresse également à tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, s'affairent à l'entretien et à la conservation d'édifices historiques. Dans un entretien avec le chef de l'Institut pour la protection des monuments, à l'EPF de Zurich, nous avons voulu éclairer quelques questions de principe sur la conservation des monuments et notamment sur la formation entreprise dans ce domaine.

A la question de savoir si la conservation des monuments évoluait depuis de nombreuses années de façon fondamentale, le professeur Mörsch répond par la négative. Notre interlocuteur attire toutefois l'attention sur une reconnaissance favorable de cette activité dont le résultat est à mettre sur le compte de recherches préalables effectuées plus fréquemment, dans les domaines archéologique, des édifices, de l'histoire de l'art, mais aussi dans celui des sciences naturelles. C'est grâce à de tels travaux que, aujourd'hui, il est possible d'intervenir dans chacun des projets avec un plus grand sentiment de responsabilité.

En ce qui concerne l'acceptation de la conservation des monuments historiques, Mörsch souligne le comportement positif rencontré chez les étudiants qui lui sont confiés, mais regrette aussi l'absence d'une compréhension analogue parmi beaucoup d'architectes et autres professionnels. Une exception toutefois, celle des responsables de la planification qui se sont approchés des problèmes, selon une tendance plus étendue et qui ne se sont pas sentis engagés face à la

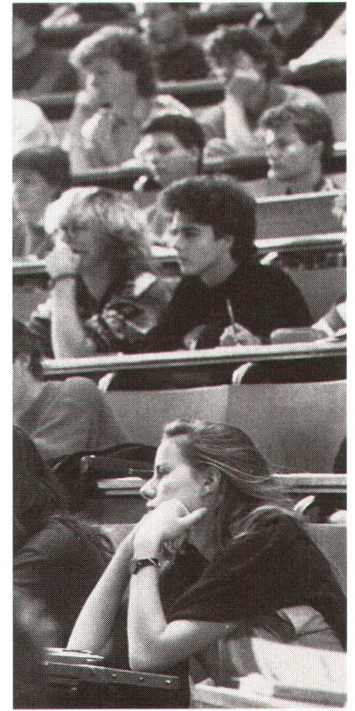
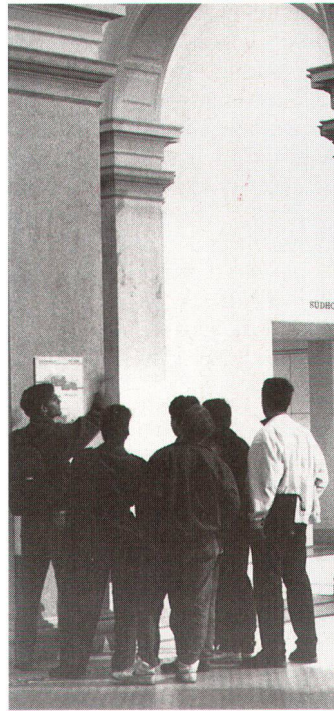
construction uniquement. Il déplore aussi l'engagement insuffisant de la Conservation des monuments au niveau des institutions d'Etat. Par contre, il fait remarquer la position prédominante qu'occupe la Suisse dans toute l'Europe pour l'inventaire des monuments et apprécie encore l'utilisation dans la pratique (malheureusement encore trop rarement) d'instruments relatifs à l'aménagement du territoire.

Le système de formation pour la conservation des monuments, ancré au degré supérieur de l'enseignement depuis 1979, n'aurait disposé pour ses travaux, jusqu'à présent, que de moyens fort limités. Plus réjouissant, à nouveau, est le fait que, pour la première fois, on se trouve cet été, en Suisse romande, devant l'achèvement d'un cours pour un diplôme postgrade. A l'EPF de Zurich aussi, on projette d'un cours de deux ans, dont les candidats seront choisis parmi ceux ayant terminé leurs études académiques ou pouvant prouver une activité pratique durant plusieurs années dans la conservation des monuments. Jusqu'à ce jour, en architecture, on n'attribuait à ce secteur qu'une valeur secondaire. Le program-

me d'études pour le nouveau diplôme postgrade aurait une forte tendance pratique et comprendrait, outre les conférences, les séminaires, les exercices, aussi des travaux pratiques, des excursions et des colloques destinés à un auditoire plus large, et couvrirait une palette thématique très complexe.

Dès l'automne prochain, l'EPF présenterait en outre un cours de six semaines traitant de l'étude, de l'adoption et de l'analyse de la construction, et de la transposition de cette dernière dans un projet architectonique. Une plus forte intégration de la conservation des monuments est également en trin ou prévue – aux universités de Bâle et de Berne – pour l'étude de l'histoire de l'art. Pour ce qui est de la formation et du perfectionnement des artisans, des démarches seraient entreprises par les cantons. Là toutefois, il serait souhaitable, à plus long terme, de créer des centres permanents, en prenant pour exemple ceux mis en place en Italie, en France et en Allemagne.

Quant aux tendances dans l'étude et la méthodologie de travail d'une conservation moderne des monuments, Mörsch note comme positive une importance renforcée des sciences naturelles, mais rend aussi attentif au fait de trop vouloir s'appuyer sur des techniques de pointe ou de surestimer leurs possibilités pour le travail pratique aux édifices historiques, chose qui pourrait provoquer d'affreuses conséquences sur leur substance. Un entretien constant et la création de bonnes conditions de base à cet effet seront toujours indispensables pour venir à bout de la majorité des problèmes relatifs à la conservation des monuments.



Zur Aus- und Weiterbildung in Denkmalpflege

Bewegung auf mehreren Ebenen

Interview mit Professor Dr. Georg Mörsch, ETH Zürich, von Marco Badilatti, Zumikon

Es ist nachgerade eine Binsenwahrheit: wer sein Fach nicht beherrscht, kann keine gute Arbeit leisten. Das gilt auch für alle, die mit der Erhaltung und Pflege von Baudenkmalern zu tun haben. In einem Gespräch mit dem Leiter des Instituts für Denkmalpflege an der ETH Zürich wollten wir einige Grundfragen der Aus- und Weiterbildung auf diesem Gebiet ausleuchten.

Badilatti: Von aussen betrachtet, gewinnt man manchmal den Eindruck, der Meinungsstreit um die Aufgabe und Arbeitsweise der Denkmalpflege habe sich in den letzten Jahren verschärft. Steckt Ihre Wissenschaft in einem grundlegenden Umbruch?

Mörsch: Wenn man die Geschichte der Denkmalpflege seit der Französischen Revolution verfolgt, darf man – bei allen Einbrüchen – auf diesem Fachgebiet insgesamt sicher einen Erkenntnisgewinn feststellen. Eine gute Denkmalpflege-

Theorie lässt sich allerdings bereits um die Jahrhundertwende ausmachen. Wesentliche Veränderungen in den Grundeinsichten haben aber seither kaum stattgefunden und finden auch jetzt nicht statt. Was sich hingegen gewandelt hat, ist das höhere Mass an archäologischer, baugeschichtlicher, naturwissenschaftlicher und kunstgeschichtlicher Voruntersuchung. Diese ermöglicht es uns heute, verantwortungsbewusster konsolidierend und restaurierend in das Objekt einzugreifen.

Studenten offener als Architekten und Politiker

Badilatti: Nun beeinflusst aber auch das politische, kulturelle, soziale und wirtschaftliche Umfeld die denkmalpflegerische Tätigkeit. Spüren Sie das?

Mörsch: Da muss ich differenzieren. Als Lehrer an dieser Hochschule stelle ich fest, dass die mir hier seit 14 Jahren anvertrauten Studenten sehr offen sind für eine vielschichtige Sicht der Denkmalpflege. Komme ich aber mit andern Kreisen zusammen, habe ich zuweilen den Eindruck, dass das Verständnis dafür nicht im gleichen Masse vorhanden ist, ja oft sogar völlig fehlt. Das trifft sogar auf Leute zu, die es aufgrund ihrer Ausbildung eigentlich besser wissen müssten – beispielsweise die Architekten. Möglicherweise hängt das damit zusammen, dass die Denkmalpflege den Kern ihres Auftrages bisher nicht klar genug artikuliert hat oder dass

An der ETH Zürich und verschiedenen Universitäten soll fortan der Denkmalpflege grössere Beachtung geschenkt werden (Bilder Rüttimann/ETH).

Dorénavant, à l'E.F.P. de Zurich et dans plusieurs universités, on accordera davantage d'attention à la conservation des monuments.

sich die Gegenseite den denkmalpflegerischen Anliegen gegenüber schlichtweg verweigert, statt sich kreativ mit ihnen auseinanderzusetzen.

Badilatti: Und wo steht die Denkmalpflege heute institutionell auf den verschiedenen Ebenen unseres Staates?

Mörsch: Gemessen an ihrer Bedeutung und an andern öffentlichen Aufgaben, ist sie meines Erachtens eindeutig ungenügend vertreten. Die Schweiz leistet sich auf diesem Gebiet den Luxus einer Unterbesetzung, die ich angesichts der ungeheuren Vielfalt des baukulturellen Erbes dieses Landes für unverantwortlich halte. Meine zweite Beobachtung hängt mit dem Subsidiaritätsprinzip zusammen, das

ich selbstverständlich bejahe, das aber in der denkmalpflegerischen Praxis schlecht funktioniert. So ist hier zwar das architektonische Patrimonium nach Objekten nationaler, regionaler und lokaler Bedeutung klassifiziert, doch kümmern sich die Behörden in den Gemeinden oft einen Deut um dessen Erhaltung und Pflege und haben die Kantone und der Bund meist keine Möglichkeiten, dagegen korrigierend einzugreifen. Hingegen ist die Schweiz europaweit führend in der Denkmal-Inventarisierung. Wir wissen also sehr genau, was wir pflegen müssten...!

Badilatti: Unter Baufachleuten geniesst die Denkmalpflege einen zwiespältigen Ruf. Man empfindet sie dort häufig nur als lästige Verhinderin und ruft heute nach rigorosen Deregulierungsmassnahmen. Das kontrastiert stark mit Ihrer Klage, unterdotiert zu sein. Unüberbrückbare Gegensätze?

Mörsch: Vielleicht ja! Der Ruf nach Deregulierung scheint mir hier genauso naiv oder egoistisch wie auf anderen Gebieten öffentlicher Anliegen. Die grössten denkmalpflegerischen Erfolge verzeichne ich gerade auf dem Gebiet der Landes-, Regional- und Ortsplanung. Denn, wie anders als mit planerischen Instrumenten können wir beispielsweise städtebaulich bedeutsame Ensembles bewahren?! Mit Subventionen allein ist das jedenfalls nicht zu schaffen. Zuweilen scheint mir aber, manche Denkmalpfleger hätten die Nützlichkeit der ihnen zur Verfügung stehenden Planungsmittel selber noch nicht erkannt.

Ein Nachdiplomstudium

Badilatti: Hat das allenfalls mit Lücken in der denkmalpflegerischen Ausbildung zu tun? Wie beurteilen Sie diesbezüglich den Stand der Dinge in unserem Land?

Mörsch: 1979 ist in der Schweiz erstmals ein Lehrstuhl für Denkmalpflege eingerichtet

worden, der sich mit der anspruchsvollen polytechnischen Ausbildung von Studenten beschäftigen musste, ohne allerdings dafür ausreichend ausgestattet worden zu sein. Deshalb ist unser Angebot äusserst beschränkt. Ich bin andererseits sehr froh und erleichtert, dass meine Kollegen in der Westschweiz dieser Tage vor dem Abschluss des ersten Nachdiplomkurses in Denkmalpflege stehen.

Badilatti: Und was bietet die ETH Zürich zurzeit auf diesem Gebiet an und mit welchem Erfolg?

Mörsch: Denkmalpflege ist als freiwilliges Vertiefungsfach ins Architekturstudium integriert. Von den rund 200 Diplomanden, die unsere Schule jährlich verlassen, fertigen etwa 15 Prozent eine denkmalpflegerische Arbeit von erheblichem Schwierigkeitsgrad an.

Badilatti: Kann man in Zürich auch ein Nachdiplomstudium in Denkmalpflege absolvieren?

Mörsch: Bis jetzt nicht, doch liegt ein Konzept dafür vor. Es beruht auf einem zweijährigen berufsbegleitenden Lehrgang für ausgewählte Kandidaten mit akademischem Abschluss und/oder entsprechender mehrjähriger Berufspraxis.

Praxisbezogen

Badilatti: Wie ist es aufgebaut?

Mörsch: Bereits seit 1987 finden unter dem Patronat unseres Institutes Kolloquien über Denkmalpflege statt, die jeweils von 40–60 Teilnehmern besucht werden. Das künftige Nachdiplomstudium ist betonter praxisbezogen angelegt, beansprucht etwa 700 Stunden und sieht neben Vorlesungen, Seminaren und Übungen auch praktische Arbeiten, Exkursionen, Kolloquien für eine breitere Zuhörerschaft, die individuelle Nachdiplomarbeit sowie die schriftliche und mündliche Schlussprüfung vor. Neben akademisch gebildeten Lehrbeauftragten werden auch Praktiker zu Worte kommen.

Badilatti: Was beinhaltet das Lehrprogramm?

Mörsch: Ich beschränke mich auf einige Stichworte: Theorie und Praxis der Denkmalpflege, Geschichte der Architektur und Denkmalpflege, Dokumentation (Inventarisierung, Bauuntersuchung, Archäologie usw.), Baufragen (Bauplanung, Bauphysik, Energiehaushalt, Nutzungsänderungen, Gartendenkmalpflege u. a.), rechtliche, planerische und wirtschaftliche Aspekte der Denkmalpflege, Baustoffkunde, das Umfeld der Denkmalpflege (darunter die Beziehungen zum Heimatschutz), Fallstudien zu laufenden Restaurierungsprojekten sowie die Nachdiplomarbeit in einem vom Teilnehmer selbst gewählten Thema auf dem Gebiet der Bauforschung, Restaurierung, Gebäudeaufnahme, des denkmalbezogenen Entwurfs, der Ortsplanung, der Inventarisierung oder der Dokumentation.

Badilatti: Welche Ziele verfolgen Sie damit?

Mörsch: Das Nachdiplomstudium Denkmalpflege ergänzt ein abgeschlossenes Hochschulstudium in Architektur oder Kunstgeschichte, oder eine fachspezifische Berufserfahrung. Sie bereitet die Absolventen auf eine Tätigkeit in der Denkmalpflege (praktische Denkmalpflege, Inventarisierung, Dokumentation), im Umfeld der Denkmalpflege (Architektur, Restaurierung) oder in der Vermittlung von denkmalpflegerischen Fragestellungen (Öffentlichkeitsarbeit) vor.

Und die Handwerker?

Badilatti: Gibt es an Ihrer Schule neben diesen Konzepten noch andere Weiterbildungsmöglichkeiten denkmalpflegerischer Richtung?

Mörsch: Ab diesem Herbst bieten wir neu einen sechswöchigen Kurs in Bauforschung, Bauaufnahme, Bauanalyse und deren Umsetzung in ein architektonisches Projekt an. Neben den genannten Lehrgängen, die

sich besonders an Architekten richten, müssen fortan vermehrt auch die Kunsthistoriker angesprochen werden. Denn es ist keineswegs so, dass, wer Kunstgeschichte studiert hat, notwendigerweise auch an der Erhaltung von Baudenkmalern interessiert ist und sich für solche einsetzt. Neben einem entsprechenden Lehrauftrag, den ich an der Universität Basel wahrnehme, hat sich insbesondere die Universität Bern hier neue Akzente vorgenommen.

Badilatti: Das hört sich ermutigend an. Doch, was geschieht mit den Handwerkern, die schliesslich die Bauarbeiten an unsern historischen Gebäuden ausführen?

Mörsch: Unser Institut hat hin und wieder Handwerker-Kurse durchgeführt. Doch meine ich, dass diese Aufgabe in erster Linie von den Kantonen wahrgenommen werden muss – und auch wird, wie ich von verschiedenen Denkmalpflegern weiss. Allerdings wünschte ich mir dafür auf weitere Sicht die Einrichtung professioneller Ausbildungszentren, etwa eines für die deutsche und eines für die französische Schweiz, denn mit sporadisch veranstalteten Miliz-Kursen stösst man erfahrungsgemäss sehr rasch an Kapazitätsgrenzen. Zentren mit anspruchsvollen Ausbildungsprogrammen gibt es bereits in Italien, Frankreich, Deutschland und Holland.



Erfreuliche Zeichen

Badilatti: Zurück zur Hochschule! Welche Erfahrungen machen Sie eigentlich mit Ihren Architekturstudenten, wenn Sie sie mit denkmalpflegerischen Aspekten vertraut zu machen versuchen?

Mörsch: Ich bemühe mich darum, ihnen beizubringen, dass seriöse Denkmalpflege und kreative Architektur sich nicht ausschliessen müssen. Nachdem diese Vorlesungen rundwegs sehr gut besucht sind, muss ich davon ausgehen, dass es die mir anvertrauten jungen Menschen ähnlich sehen. Dabei freut mich ganz besonders die zunehmende Rückkoppelung aus der Praxis von ehemaligen Studenten (gerade von jungen, guten, schöpferischen und erfolgreichen Architekten!), die sich bei konkreten denkmalpflegerischen Problemen durch uns beraten lassen oder einfach das Gespräch mit uns suchen.

Badilatti: Und wie schlagen Sie an Ihrer Schule die Brücke zwischen Denkmalpflege-Theorie und -Praxis?

Mörsch: Während des Architekturstudiums ist dies leider nur sporadisch möglich. Im Verlaufe des Praktikums nach dem vierten Semester setze ich voraus, dass sich die Studenten eine Altbaustelle wenigstens angeschaut haben. Während jeweils einer Exkursionswoche pro Semester, die ich, wie alle

Kollegen der Architekturabteilung, anbiete, besichtigen wir nicht nur bedeutende Bauten, sondern pflegen auch intensive Gespräche mit den für ihren Unterhalt verantwortlichen Fachleuten. Beim vorgesehenen Nachdiplomstudium wird diese Auseinandersetzung mit der Praxis natürlich stärker betont werden – zusammen mit den kantonalen Denkmalpflegern, Restauratoren und andern Spezialisten.

Badilatti: Und wie spielt, schulintern, die interdisziplinäre Zusammenarbeit?

Mörsch: Sie ist noch schwach entwickelt. Im Vorfeld der Vorbereitungen zum neuen Nachdiplomstudium habe ich jedoch bei meinen Kollegen in der ETH ein rundweg freundschaftliches und kooperatives Echo gefunden, und man war rasch bereit, die Idee mitzutragen und mitzugestalten.

Badilatti: Wo haben Sie bislang unter Fachleuten mehr Bereitschaft vorgefunden, auf denkmalpflegerische Aspekte einzugehen: bei den Architekten oder Planern?

Mörsch: Das ist eine gute Frage. Wenn ich alles überdenke, würde ich meinen, dass die Planer mehr Verständnis für uns mitbringen, denn sie denken tendenziell umfassender, fühlen sich umfänglicher verpflichtet als nur dem einzelnen Bau und sind auch willens, dies bei ihrer Arbeit zu berücksich-

tigen. Umgekehrt sind für viele Architekten Denkmäler noch immer keine Faktoren, die es zu beachten gilt. Auch sind sie häufig nur bereit, die Gestaltungsqualitäten eines Denkmals zu akzeptieren, nicht aber dessen geschichtlichen oder Zeugnis-Wert. Das halte ich für genauso falsch, wie ich als Kunsthistoriker einen Bau nie nur nach seinem kunstgeschichtlichen Wert oder nach seinen historisierenden Formen beurteilen darf.

Pflege vor Spitzentechnik

Badilatti: Noch ein Wort zur Forschung und Arbeitsweise in der Denkmalpflege. Welche Tendenzen, Möglichkeiten und Gefahren sind da zu beobachten?

Mörsch: Grundsätzlich positiv zu vermerken ist sicher die verstärkte Bedeutung der naturwissenschaftlichen Disziplinen, die allerdings schon um die Jahrhundertwende erkannt wurde. Doch kann sich gerade das ihnen entspringende positivistische Selbstbewusstsein verheerend auf die Denkmäler auswirken. Die Phänomene, mit denen sich die Denkmalpflege auseinandersetzen muss, sind derart vielschichtig, dass sie sich nicht einfach experimentell im Labor nachvollziehen, analysieren und therapieren lassen. Dazu kommt, dass es zur Bewältigung der meisten denkmalpflegerischen Probleme nicht der hochspezialisierten Naturwissenschaften bedarf, sondern in erster Linie des treuen Pflegens und Instandsetzens der alten Bausubstanz und des Schaffens entsprechender Rahmenbedingungen der Gesellschaft (z.B. im Steuerrecht). Wir dürfen nicht soweit kommen, dass wir unsere «Patienten» nur noch mit Spitzentechnologie am Leben erhalten können und sie von solchen Einrichtungen abhängig zu machen.

Badilatti: Immerhin fällt auf, dass die naturwissenschaftlichen Methoden der Kulturgütererhaltung die Programme von Fachtagungen, For-

schungsarbeiten und Publikationen zusehends prägen.

Mörsch: Das stimmt, doch glaube ich, dass ihre Möglichkeiten im Hinblick auf die praktische Denkmalpflege stark überschätzt werden. Nehmen sie die Dendrologie. Natürlich kann es für den Ortschronisten mitunter hochinteressant sein, aufgrund einer Holzaltersbestimmung das genaue Baujahr eines historischen Baues zu erfahren. Die Erhaltenswürdigkeit des Hauses aber davon abhängig zu machen, erscheint mir eher fragwürdig, denn ein Denkmal ist es allemal, ob 50 Jahre älter oder jünger. Für viel wichtiger halte ich gründliche Bauuntersuchungen, die mir nicht nur etwas über das Alter von Gebäuden aussagen, sondern auch über die Gründe ihrer Deformationen im Laufe der Zeiten sowie über die Möglichkeiten, diese zu korrigieren, ohne dadurch die Hauptsubstanz zu zerstören. Das ist übrigens auch etwas, das bei unsern Architekturstudenten zunehmend auf grosses Interesse stösst. Denn es zeigt sich, dass sich die Auslagen für solche Analysen später mehrfach auszahlen durch geringere Baukosten.

Diskussion intensivieren

Badilatti: Zum Schluss: Was wünschen Sie sich persönlich für die Zukunft der Denkmalpflege in der Schweiz?

Mörsch: Ohne es als Prioritätenordnung aufgefasst haben zu wollen: erstens eine Verstärkung der Fachkompetenz der Denkmalpflege in den Kantonen, zweitens den frühzeitigen und interdisziplinären Einbezug aller für sie wichtigen Partner, drittens die Intensivierung der innerfachlichen Diskussion unter allen Betroffenen, viertens eine Verbesserung der Ausbildungssituation und fünftens, dass die in den letzten Jahren erfreulicherweise weit fortgeschrittene öffentliche Auseinandersetzung mit denkmalpflegerischen und heimat-schützerischen Fragen fortgesetzt und verstärkt werde.



Die heutigen Architektur-Studenten sind denkmalpflegerischen Anliegen gegenüber offener, als die meisten Architekten und Behörden (Bild Hafner/ETH).

Les étudiants en architecture actuels sont plus ouverts à la conservation des monuments que la plupart des architectes et que les autorités.